

Rapport financier 2009 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom Bromont

Code géographique 47005 Code 01

Type d'organisme municipal Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés	S4 - S25
Renseignements non vérifiés consolidés	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel vérifié	S31 - S34
Autres renseignements non vérifiés	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Richard Joyal, atteste la véracité du rapport financier
consolidé de Bromont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009.
(Nom de l'organisme)

Date 2010-05-17 Signature _____

Dernière modification : 2010-05-17 11:48:47

Réservé au ministère

39 356 451	3 737 564	12 304 615	1,1512
------------	-----------	------------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés	
Rapport du vérificateur externe sur les états financiers consolidés	6
Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements non vérifiés consolidés	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Aux membres du conseil,

Nous avons vérifié, au 31 décembre 2009 et pour l'exercice terminé à cette date, les états financiers consolidés suivants de la ville de Bromont:

- l'état de la situation financière
- l'état des résultats
- l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)
- l'état des flux de trésorerie

La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Ville. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2009, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de la dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

(1) Comptable agréé auditeur permis no 10238

LIEU Sherbrooke

DATE 2010-05-05

Dernière modification : 2010-05-17 11:48:47

Réservé au ministère

39 356 451	3 737 564	12 304 615	1,1512
------------	-----------	------------	--------

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

LIEU _____

DATE _____

Dernière modification : 2010-05-17 11:48:47

Réservé au ministère

39 356 451	3 737 564	12 304 615	1,1512
------------	-----------	------------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		<u>Réalisations 2008</u>	<u>Budget 2009</u>	<u>Réalisations 2009</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	15 089 570	15 538 650	15 864 315			15 864 315
Paiements tenant lieu de taxes	2	56 262	55 250	57 606			57 606
Quotes-parts	3					96 000	
Transferts	4	295 679	261 510	320 966			320 966
Services rendus	5	954 557	865 330	1 092 067		143 866	1 235 933
Imposition de droits	6	926 613	898 260	1 204 729			1 204 729
Amendes et pénalités	7	495 508	312 000	538 293			538 293
Intérêts	8	214 528	160 000	140 294		1 150	141 444
Autres revenus	9			65 009		254 408	154 417
	10	18 032 717	18 091 000	19 283 279		495 424	19 517 703
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	2 610 515	3 557 834	1 626 293			1 626 293
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	50 682	20 160	12 718		10 714	23 432
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales							
	16						
	17	2 661 197	3 577 994	1 639 011		10 714	1 649 725
	18	20 693 914	21 668 994	20 922 290		506 138	21 167 428
Charges							
Administration générale	19	2 099 830	2 034 320	2 112 117	77 138	2 320	2 191 575
Sécurité publique	20	3 132 837	3 423 730	3 354 435	262 126		3 616 561
Transport	21	2 594 773	2 427 700	2 585 750	1 415 742	312 991	4 218 483
Hygiène du milieu	22	2 306 458	2 233 600	2 185 284	481 221		2 666 505
Santé et bien-être	23	26 915	60 020	62 001			62 001
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 582 127	1 416 000	1 468 725	29 766	201 482	1 534 973
Loisirs et culture	25	1 737 425	1 700 940	1 648 343	233 796		1 882 139
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 164 504	1 291 700	1 257 418		209	1 257 627
Amortissement des immobilisations	28	2 311 882	2 746 910	2 499 789	(2 499 789)		
	29	16 956 751	17 334 920	17 173 862		517 002	17 429 864
Excédent (déficit) de l'exercice	30	3 737 163	4 334 074	3 748 428		(10 864)	3 737 564

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

		<u>Réalisations 2008</u>	<u>Budget 2009</u>	<u>Réalisations 2009</u>		<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 737 163	4 334 074	3 748 428	(10 864)	3 737 564
Moins: revenus d'investissement	2	(2 661 197)	(3 577 994)	(1 639 011)	(10 714)	(1 649 725)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 075 966	756 080	2 109 417	(21 578)	2 087 839
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	2 311 882	2 746 910	2 499 789	83 392	2 583 181
Produit de cession	5			22 071		22 071
(Gain) perte sur cession	6			30 936		30 936
Réduction de valeur	7					
	8	2 311 882	2 746 910	2 552 796	83 392	2 636 188
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur	10					
	11					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 728 535)	(2 942 770)	(2 886 985)		(2 886 985)
	18	(2 728 535)	(2 942 770)	(2 886 985)		(2 886 985)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(54 580)		(65 796)	(60 241)	(126 037)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	459 207		311 076		311 076
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	(405 354)	(560 220)	(723 321)		(723 321)
Montant à pourvoir dans le futur	22	(24 752)		(23 722)		(23 722)
Financement des investissements en cours	23					
	24	(25 479)	(560 220)	(501 763)	(60 241)	(562 004)
	25	(442 132)	(756 080)	(835 952)	23 151	(812 801)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	633 834		1 273 465	1 573	1 275 038

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

		Réalizations 2008		Budget 2009		Réalizations 2009		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	2 661 197		3 577 994		1 639 011	10 714	1 649 725
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Acquisition								
Administration générale	2	(102 733)	(14 540)	(13 191)	()	()	()	(13 191)
Sécurité publique	3	(146 605)	(140 920)	(293 705)	()	()	()	(293 705)
Transport	4	(5 407 661)	(5 525 000)	(8 473 467)	(29 098)	()	()	(8 502 565)
Hygiène du milieu	5	(581 188)	(1 472 200)	(873 897)	()	()	()	(873 897)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(188 143)	()	(162 000)	(41 857)	()	()	(203 857)
Loisirs et culture	8	(418 233)	(3 071 214)	(413 780)	()	()	()	(413 780)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()	()
	10	(6 844 563)	(10 223 874)	(10 230 040)	(70 955)	()	()	(10 300 995)
Propriétés destinées à la revente								
Acquisition	11	()	()	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Émission ou acquisition	12	(27 234)		(27 234)				(27 234)
Financement								
Financement à long terme des activités d'investissement	13	6 164 400	5 945 166	7 000 000				7 000 000
Affectations								
Activités de fonctionnement	14	54 580		65 796	60 241			126 037
Excédent accumulé								
Excédent de fonctionnement non affecté	15	374 772	43 485	74 540				74 540
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	463 887	657 229	635 814				635 814
	17	893 239	700 714	776 150	60 241			836 391
	18	185 842	(3 577 994)	(2 481 124)	(10 714)			(2 491 838)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	2 847 039		(842 113)				(842 113)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

		Réalizations 2008		Budget 2009		Réalizations 2009		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 737 163	4 334 074	3 748 428	(10 864)	3 737 564		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(6 844 563)	(10 223 874)	(10 230 040)	(70 955)	(10 300 995)		
Produit de cession	3			22 071		22 071		
Amortissement	4	2 311 882	2 746 910	2 499 789	83 392	2 583 181		
(Gain) perte sur cession	5			30 936		30 936		
Réduction de valeur	6							
	7	(4 532 681)	(7 476 964)	(7 677 244)	12 437	(7 664 807)		
Variation des propriétés destinées à la vente	8			570		570		
Variation des stocks de fournitures	9	(6 756)		29 095	13 073	42 168		
Variation des autres actifs non financiers	10	(68 775)		(109 546)	1 074	10 528		
	11	(75 531)		(79 881)	14 147	53 266		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(871 049)	(3 142 890)	(4 008 697)	15 720	(3 873 977)		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(24 423 275)		(25 242 726)	108 058	(25 134 668)		
Redressement aux exercices antérieurs	14	51 598		5 590		5 590		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(24 371 677)		(25 237 136)	108 058	(25 129 078)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(25 242 726)	(3 142 890)	(29 245 833)	123 778	(29 003 055)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

		<u>2008</u>		<u>2009</u>		<u>2008</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>	<u>Total consolidé</u>
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse (note 4)	1	2 079 320	1 027 196	88 831	1 116 027	2 079 999
Placements temporaires (note 4)	2	1 500 000	2 500 000	81 895	2 581 895	1 580 524
Débiteurs (note 5)	3	4 456 728	4 031 054	121 753	4 152 807	4 510 301
Prêts (note 6)	4	68 347	68 347		68 347	68 347
Placements à long terme (notes 4 et 7)	5	53 322	80 556		80 556	53 322
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		22 970		22 970	
Autres actifs financiers (note 9)	8					
	9	8 157 717	7 730 123	292 479	8 022 602	8 292 493
PASSIFS						
Découvert bancaire	10					
Emprunts temporaires	11					
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	4 711 953	4 219 212	45 893	4 265 105	4 731 291
Revenus reportés (note 11)	13	93 669	130 350	122 808	134 158	101 050
Dette à long terme (note 12)	14	28 594 821	32 626 394		32 626 394	28 594 821
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15					
	16	33 400 443	36 975 956	168 701	37 025 657	33 427 162
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(25 242 726)	(29 245 833)	123 778	(29 003 055)	(25 134 669)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 13)	18	58 866 858	66 544 673	1 594 729	68 139 402	60 474 024
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	570				570
Stocks de fournitures	20	142 680	113 585	14 189	127 774	169 941
Autres actifs non financiers (note 15)	21	74 868	206 547	4 783	92 330	80 725
	22	59 084 976	66 864 805	1 613 701	68 359 506	60 725 260
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 110 730	1 998 580	76 083	2 074 663	1 185 239
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	630 691	1 231 839	66 667	1 298 506	697 357
Montant à pourvoir dans le futur	25	(71 840)	(25 148)		(25 148)	(71 840)
Financement des investissements en cours	26	1 532 064	176 310		176 310	1 532 064
Investissement net dans les éléments à long terme	27	30 640 605	34 237 391	1 594 729	35 832 120	32 247 771
	28	33 842 250	37 618 972	1 737 479	39 356 451	35 590 591

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Réalizations 2008		Réalizations 2009		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 737 163	3 748 428	(10 864)	3 737 564
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 311 882	2 499 789	83 392	2 583 181
Autres					
-Perte cession d'immobilisation	3		30 936		30 936
-Indemnité assurance coll UMQ	4	19 031			
	5	6 068 076	6 279 153	72 528	6 351 681
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(1 489 782)	425 674	(30 180)	357 494
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	1 002 404	(492 741)	(11 444)	(466 185)
Revenus reportés	9	(6 169)	36 681	115 427	33 108
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
	10		(22 970)		(22 970)
Propriétés destinées à la revente	11		570		570
Stocks de fournitures	12	(6 756)	29 095	13 073	42 168
Autres actifs non financiers	13	(68 775)	(109 546)	1 074	10 528
	14	5 498 998	6 145 916	160 478	6 306 394
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(6 844 563)	(10 230 040)	(70 955)	(10 300 995)
Produit de cession	16		22 071		22 071
	17	(6 844 563)	(10 207 969)	(70 955)	(10 278 924)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	(27 234)	(27 234)		(27 234)
Remboursement ou cession	19				
	20	(27 234)	(27 234)		(27 234)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	21	6 164 400	8 127 677		8 127 677
Remboursement de la dette à long terme	22	(2 780 172)	(4 073 972)		(4 073 972)
Variation nette des emprunts temporaires					
Autres	23				
- Variation nette des frais reportés liés à la de	24	(43 853)	(22 132)		(22 132)
- Variation dette long terme	25		5 590		5 590
	26	3 340 375	4 037 163		4 037 163
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	27	1 967 576	(52 124)	89 523	37 399
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	28	1 611 744	3 579 320	81 203	3 660 523
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²					
	29	3 579 320	3 527 196	170 726	3 697 922

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		<u>Réalisations 2008</u>	<u>Budget 2009</u>	<u>Réalisations 2009</u>	<u>Total consolidé¹</u>	
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
Rémunération	1	5 697 651	5 991 670	5 948 967	47 109	5 996 076
Charges sociales	2	1 205 743	1 334 410	1 245 331	8 495	1 253 826
Biens et services	3	5 639 932	4 676 780	4 656 657	377 219	4 868 876
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 091 084	1 285 920	1 203 094		1 203 094
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		1 280	1 274		1 274
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	73 420	4 500	53 050	209	53 259
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	661 229	1 056 320	1 067 093		971 093
Autres	10		10 000	46 914		46 914
Autres organismes	11	252 031	201 440	416 363	578	416 941
Amortissement des immobilisations	12	2 311 882	2 746 910	2 499 789	83 392	2 583 181
Autres	13	23 779	25 690	35 330		35 330
	14	16 956 751	17 334 920	17 173 862	517 002	17 429 864

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Réalisations	
		2009	2008
Revenus			
Taxes	1	15 864 315	15 089 570
Paiements tenant lieu de taxes	2	57 606	56 262
Quotes-parts	3		
Transferts	4	1 947 259	2 922 894
Services rendus	5	1 235 933	1 106 440
Imposition de droits	6	1 204 729	926 613
Amendes et pénalités	7	538 293	495 508
Intérêts	8	141 444	218 082
Autres revenus	9	177 849	156 259
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	21 167 428	20 971 628
Charges			
Administration générale	12	2 191 575	2 179 117
Sécurité publique	13	3 616 561	3 396 536
Transport	14	4 218 483	4 098 517
Hygiène du milieu	15	2 666 505	2 767 573
Santé et bien-être	16	62 001	26 915
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 534 973	1 669 519
Loisirs et culture	18	1 882 139	1 954 007
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	1 257 627	1 164 589
	21	17 429 864	17 256 773
Excédent (déficit) de l'exercice	22	3 737 564	3 714 855
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	35 590 591	31 875 736
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24	28 296	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	35 618 887	31 875 736
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	39 356 451	35 590 591

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8 .

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Réalizations	
		2009	2008
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 737 564	3 714 855
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(10 300 995)	(6 942 190)
Produit de cession	3	22 071	2 593
Amortissement	4	2 583 181	2 387 063
(Gain) perte sur cession	5	30 936	2 090
Réduction de valeur	6		
	7	(7 664 807)	(4 550 444)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	570	
Variation des stocks de fournitures	9	42 168	(16 724)
Variation des autres actifs non financiers	10	10 528	(72 292)
	11	53 266	(89 016)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(3 873 977)	(924 605)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(25 134 668)	(24 261 662)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14	5 590	51 598
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(25 129 078)	(24 210 064)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(29 003 055)	(25 134 669)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse (note 4)	1	1 116 027	2 079 999
Placements temporaires (note 4)	2	2 581 895	1 580 524
Débiteurs (note 5)	3	4 152 807	4 510 301
Prêts (note 6)	4	68 347	68 347
Placements à long terme (notes 4 et 7)	5	80 556	53 322
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	22 970	
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>8 022 602</u>	<u>8 292 493</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	4 265 105	4 731 291
Revenus reportés (note 11)	13	134 158	101 050
Dette à long terme (note 12)	14	32 626 394	28 594 821
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>37 025 657</u>	<u>33 427 162</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(29 003 055)</u>	<u>(25 134 669)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	68 139 402	60 474 024
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		570
Stocks de fournitures	20	127 774	169 941
Autres actifs non financiers (note 15)	21	92 330	80 725
	22	<u>68 359 506</u>	<u>60 725 260</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>39 356 451</u>	<u>35 590 591</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 737 564	3 714 855
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 583 181	2 387 063
Autres			
- Perte cession d'immobilisation	3	30 936	2 090
- Indemnité assurance coll UMQ	4		19 031
	5	6 351 681	6 123 039
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	357 494	(1 552 405)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(466 185)	1 049 749
Revenus reportés	9	33 108	(12 028)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(22 970)	
Propriétés destinées à la revente	11	570	
Stocks de fournitures	12	42 168	(16 724)
Autres actifs non financiers	13	10 528	193 946
	14	6 306 394	5 785 577
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(10 300 995)	(6 942 190)
Produit de cession	16	22 071	2 593
	17	(10 278 924)	(6 939 597)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(27 234)	(27 234)
Remboursement ou cession	19		
	20	(27 234)	(27 234)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	21	8 127 677	6 164 400
Remboursement de la dette à long terme	22	(4 073 972)	(2 780 172)
Variation nette des emprunts temporaires	23		
Autres			
- Variation nette des frais reportés liés à la dette à long te	24	(22 132)	(310 091)
- Variation dette long terme	25	5 590	
	26	4 037 163	3 074 137
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	27	37 399	1 892 883
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	28	3 660 523	1 767 640
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	29	3 697 922	3 660 523

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009****1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville de Bromont, constituée en vertu de la Loi constituant la Ville de Bromont (Bill privé 111), est régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Ils incluent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

ORGANISMES PÉRIMUNICIPAUX**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE BROMONT (SODEB)**

La SODEB, fondée le 26 septembre 2000, est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la troisième Partie de la Loi sur les compagnies du Québec.

Ses buts sont entre autres, de favoriser le développement économique de la Ville de Bromont, de faire connaître les avantages économiques, de développer des partenariats avec des entreprises et de recevoir et d'administrer des dons, legs et autres contributions.

La contribution de la Ville de Bromont à cet organisme pour l'exercice financier 2009 est de 284 850 \$. De plus, une avance de fonds de 119 000 \$ a été autorisée en 2009, cette somme sera remboursée par l'organisme à même ses budgets de fonctionnement de l'année 2010.

La SODEB est consolidée intégralement au rapport financier de la Ville de Bromont.

RÉGIE AÉROPORTUAIRE RÉGIONALE DES CANTONS DE L'EST (RARCE)

La RARCE est une régie intermunicipale composée des municipalités de Bromont, Cowansville et Granby.

La RARCE a pour mandat d'opérer et d'exploiter l'aéroport situé au 101 avenue de Ciel à Bromont ainsi que d'y apporter les améliorations jugées utiles.

Les coûts d'exploitation, les immobilisations et la dette sont répartis à parts égales entre les villes Bromont, Cowansville et Granby. La quote-part de la Ville de Bromont pour l'exercice financier 2009 est de 96 000 \$. L'endettement total net à long terme attribuable à la Ville de Bromont au 31 décembre 2009 est nul. Il n'y a aucun créancier ni débiteur entre la Ville de Bromont et la RARCE.

La RARCE est consolidée proportionnellement à 33 1/3 % soit le pourcentage du contrôle de l'organisme.

ORGANISMES SUPRAMUNICIPAUX**MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA HAUTE-YAMASKA (MRC)**

La MRC regroupe les municipalités de Bromont, Granby, Roxton Pond, Saint-Alphonse, Sainte-Cécile-de-Milton, Saint-Joachim-de-Shefford, Shefford, Warden et Waterloo. La MRC, organisme intermunicipal, assure la planification et le suivi de l'aménagement sur le

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

territoire et elle soutient financièrement le centre local de développement.

Les coûts d'exploitation, les immobilisations et la dette sont répartis entre les municipalités selon la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Ville de Bromont ainsi que les montants versés pour l'exercice 2009 est de 955 964 \$. L'endettement total net à long terme attribuable à la Ville de Bromont au 31 décembre 2009 est de 205 488 \$.

Voir la note 20 concernant le rattachement de la Ville de Bromont à la MRC de Brome-Missisquoi.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les revenus et dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

C) Stocks

Les stocks comprennent les matériaux, les accessoires et les fournitures achetés en vue de rendre des services. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. La meilleure mesure disponible de la valeur nette de réalisation est le coût de remplacement des stocks.

Le montant des stocks qui a été comptabilisé en charges au cours de l'exercice s'élève à 462 870 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes d'amortissement suivantes :

Infrastructures	linéaire	15,20 et 40 ans
Bâtiments	linéaire	7, 30 et 40 ans
Véhicules	dégressive	8 à 30 %
Ameublement	linéaire	5 et 10 ans
Machinerie	dégressive	8 et 15 %
Autres	linéaire	1 an

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009****F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Compte tenu de l'entrée en vigueur du régime au 1er janvier 2008, la valeur actuarielle ainsi que la provision actuarielle du régime sont nulles à cette date et aucun déficit initial de capitalisation ou de solvabilité n'est constaté.

Aux fins de calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués à la valeur marchande en date du 31 décembre 2009.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009****G) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés et non capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

H) Autres éléments

PLACEMENTS :

Le placement temporaire et les placements à long terme sont comptabilisés au coût et réduits en cas de perte de valeur permanente.

DÉPRÉCIATION D'ACTIF À LONG TERME :

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatés est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

INSTRUMENTS FINANCIERS :

Les justes valeurs de l'encaisse, des placements temporaires, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur des placements à long terme correspond approximativement à sa valeur comptable.

La juste valeur de la dette à long terme correspond approximativement à sa valeur comptable selon les taux d'intérêts offerts sur le marché à la ville pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables.

UTILISATION D'ESTIMATIONS:

Dans le cadre de la préparation d'états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de la Ville doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2009, conformément aux normes comptables du chapitre SP 1200, publiées par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés applicables aux administrations locales, la Ville a adopté un nouveau modèle de présentation des états financiers basé sur le concept de la dette nette. En vertu de ce modèle, la Ville présente dorénavant les quatre (4) états financiers suivants : l'état de la situation financière, l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie.

De plus, la Ville a adopté les recommandations du chapitre SP 3150 portant sur les immobilisations corporelles. Ces normes exigent notamment de passer en charges, à l'état des résultats, l'amortissement des immobilisations et le gain ou la perte sur la cession et d'en exclure le coût d'acquisition des immobilisation et le produit de leur cession. En vertu des recommandations de ce chapitre, la Ville présente désormais, dans une catégorie distincte, le coût de ses terrains, lesquels ne sont plus amortis. L'effet de ces modifications de conventions comptables, appliquées de façon rétroactive avec redressement des états financiers de l'exercice antérieur est montré dans le tableau suivant :

	Avant redressement	Redressement	Après redressement
	-----	-----	-----
Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008			
État des résultats			
Revenus	20 976 311	(4 683)	20 971 628
Charges	21 811 901	(4 555 128)	17 256 773
	-----	-----	-----
Excédent (déficit) de l'exercice	(835 590)	(4 550 445)	3 714 855
	-----	-----	-----
État des flux de trésorerie			
Activités de fonctionnement	(835 590)	(4 550 445)	3 714 855
	-----	-----	-----
Amortissement des immobilisations		2 387 063	2 387 063
	-----	-----	-----

Ces modifications n'ont eu aucun impact sur la valeur nette comptable des immobilisations ni sur l'excédent (déficit) accumulé.

De plus, les frais de financement reportés liés à la dette à long terme au montant de 266 238 \$ ont été reclassés du poste Autres actifs non financiers au poste Dette à long terme. Ces modifications n'ont aucun impact sur l'excédent (déficit) accumulé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	981 201	617 343
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 182 187	1 166 158
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	1 445	1 445
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 729 727	2 133 040
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	242 956	336 053
Organismes municipaux	8	388 829	391 953
Autres			
- Mutations et contraventions	9	233 274	217 745
- Divers	10	374 389	263 907
	11	4 152 807	4 510 301
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	458 579	512 567
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	458 579	512 567
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	30 725	32 644
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	68 347	68 347
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	68 347	68 347
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	80 556	53 322
Autres placements	23		
	24	80 556	53 322
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 22 970	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 () ()	
	27 <u>22 970</u>	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 102 793	101 843
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 261 864	253 479
Autres régimes (REER et autres)	31 1 338	1 910
Régimes de retraite des élus municipaux	32 23 315	25 628
	33 <u>389 310</u>	<u>382 860</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 1 778 357	2 388 326
Salaires et avantages sociaux	38 453 759	560 322
Dépôts et retenues de garantie	39 802 625	278 093
Provision pour contestations d'évaluation	40 618 263	576 237
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Gouv Québec et entreprises	42 21 999	27 335
- Gouv Canada et entreprises	43 2 580	4 651
- Organismes municipaux-scolaire	44 180 454	537 831
- Intérêts courus sur dette l.t.	45 343 945	331 041
- Autres courus et passifs	46 63 123	27 455
	47 <u>4 265 105</u>	<u>4 731 291</u>

Note

Au 31 décembre 2009, la provision pour contestation d'évaluation représente le montant capital et intérêts) attribuable à la contestation du rôle d'évaluation 2005-2006-2007 par la firme I.B.M. Bromont suite au jugement du Tribunal Administratif du Québec rendu en 2007.

Une décision du tribunal de la Cour du Québec a été rendue en 2010 relativement à la contestation du rôle d'évaluation 2005-2006-2007 par la firme I.B.M. Bromont. Ce jugement est présentement en révision judiciaire devant la Cour supérieure. Le montant que la Ville pourrait être appelé à payer est d'environ 1 700 000 \$ pour ce rôle d'évaluation dont 618 263 \$ est déjà provisionné.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

		2009	2008
11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Autres	50	69 698	28 134
- Surplus régime retraite élus	51	64 460	72 916
	52	134 158	101 050
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

						2009	2008
12. Dette à long terme	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,95	2010	2014	53	32 892 900	28 837 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5,27	5,27	2010	2013	55	12 234	14 223
Organismes municipaux	1,50	3,50	2010	2014	56	9 630	9 636
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58		
					59	32 914 764	28 861 059
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(288 370)	(266 238)
					61	32 626 394	28 594 821

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2009</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2010	62	70	2 932 900	78	87	3 763	95	2 936 663
2011	63	71	2 184 500	79	88	3 853	96	2 188 353
2012	64	72	1 393 100	80	89	3 912	97	1 397 012
2013	65	73	939 600	81	90	3 991	98	943 591
2014	66	74	378 000	82	91	4 051	99	382 051
2015 et +	67	75	25 064 800	83	92	2 294	100	25 067 094
	68	76	32 892 900	84	93	21 864	101	32 914 764
Intérêts et frais accessoires				85	()		102	()
	69	77	32 892 900	86	94	21 864	103	32 914 764

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme, pour les cinq prochaines années, sont déterminés dans l'hypothèse où les refinancements prévus de dette seront réalisés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

13. Immobilisations

		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104	27 148 089	132	330 867	159		186	27 478 956
Eaux usées	105	15 827 162	133	64 313	160		187	15 891 475
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	22 957 282	134	1 293 869	161	807	188	24 250 344
Autres	107	2 465 942	135	322 612	162		189	2 788 554
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	11 266 481	137	257 774	164		191	11 524 255
Améliorations locatives	110	33 226	138	41 857	165		192	75 083
Véhicules	111	4 574 059	139	205 414	166	115 356	193	4 664 117
Ameublement et équipement de bureau	112	1 677 787	140	26 086	167		194	1 703 873
Machinerie, outillage et équipement divers	113	2 376 347	141	213 967	168	80 546	195	2 509 768
Terrains	114	7 650 377	142	1 070	169	14 573	196	7 636 874
Autres	115	22 835	143		170		197	22 835
	116	<u>95 999 587</u>	144	<u>2 757 829</u>	171	<u>211 282</u>	198	<u>98 546 134</u>
Immobilisations en cours	117	<u>2 142 639</u>	145	<u>7 543 166</u>	172	<u>(1 376)</u>	199	<u>9 687 181</u>
	118	<u>98 142 226</u>	146	<u>10 300 995</u>	173	<u>209 906</u>	200	<u>108 233 315</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119	10 080 559	147	679 666	174		201	10 760 225
Eaux usées	120	10 269 589	148	211 941	175		202	10 481 530
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	6 535 039	149	817 302	176	219	203	7 352 122
Autres	122	1 223 342	150	113 468	177	(217)	204	1 337 027
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	4 323 190	152	279 145	179		206	4 602 335
Améliorations locatives	125		153	7 221	180		207	7 221
Véhicules	126	2 240 362	154	260 354	181	97 288	208	2 403 428
Ameublement et équipement de bureau	127	1 395 872	155	93 232	182		209	1 489 104
Machinerie, outillage et équipement divers	128	1 577 414	156	120 852	183	60 180	210	1 638 086
Autres	129	22 835	157		184		211	22 835
	130	<u>37 668 202</u>	158	<u>2 583 181</u>	185	<u>157 470</u>	212	<u>40 093 913</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>60 474 024</u>					213	<u>68 139 402</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214		217		219		221	
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>					223	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	2009	2008
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	570
	227	570
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	570

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	92 330	80 725
Frais reportés			
-	231		
-	232		
	233	92 330	80 725

Note**16. Engagements contractuels**

La Ville de Bromont s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Bromont à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi de la Société d'Habitation du Québec. Selon les prévisions budgétaires présentées au conseil municipal, l'engagement serait de l'ordre de 49 440 \$ pour l'exercice 2010.

ENLÈVEMENT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Suite au rattachement de la Ville de Bromont à la MRC de Brome-Missisquoi, la Ville de Bromont succède à l'égard de son territoire, aux droits et obligations de la MRC de la Haute-Yamaska dans le contrat actuel. Les montants estimatifs à verser pour les quatre (4) prochaines années sont les suivants :

2010: 482 891 \$
2011: 489 790 \$
2012: 498 601 \$
2013: 503 888 \$

COLLECTE DES MATIÈRES RECYCLABLES

La Ville de Bromont a conclu une entente avec la firme Sani-Éco pour la collecte des matières recyclables pour une période de quatre (4) ans. Les montants estimatifs à verser sont les suivants :

2010: 204 216 \$
2011: 208 277 \$
2012: 212 453 \$
2013: 212 453 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

La Ville de Bromont s'est engagée en vertu de baux pour la location de véhicules et de machinerie, à payer des montants totalisant 106 980 \$, lesquels sont payables comme suit:

2010: 96 740 \$
2011: 10 240 \$

La Ville de Bromont a conclu une entente débutant le 1er janvier 2009 et ce pour une durée de 6 ans relativement à un contrat de services professionnels en évaluation foncière pour un montant approximatif de 848 905 \$.

La Ville de Bromont s'est engagée par divers contrats de déneigement à payer des montants totalisant 76 696 \$ pour l'année 2010.

La Ville de Bromont a confirmé sa participation pour l'année 2010 avec l'organisme Transport Adapté Pour Nous inc. pour un montant de 23 950 \$.

La Ville de Bromont a conclu en 1992 une entente portant sur l'établissement d'une cour municipale commune par l'extension de la compétence territoriale de la cour municipale de la Ville de Waterloo. Les dépenses en immobilisation sont réparties entre les municipalités au prorata de leur population respective. Les coûts d'exploitation sont répartis entre les municipalités au prorata des dossiers soumis. La Ville de Bromont est donc engagée à payer les cotisations conformément à l'entente.

SODEB - ENGAGEMENT CONTRACTUEL

La SODEB s'est engagée, d'après un contrat de location à long terme pour des locaux, à verser une somme minimum de 336 820 \$ et une somme supplémentaire basée sur une quote-part des taxes et des frais d'exploitation du bâtiment.

Ce contrat échoie le 31 octobre 2013 et le 31 octobre 2014. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 76 591 \$ en 2010, 2011 et 2012, 71 029 \$ en 2013 et 36 019 \$ en 2014.

RARCE - Entente d'infrastructure

En vertu d'une convention signée le 7 février 2006 entre la Ville de Bromont, Bâtiments Québec et la Régie, la Régie s'est engagée à céder le réseau d'égout et d'aqueduc, à la fin des travaux de construction des conduites d'égouts et d'aqueduc, à la Ville de Bromont en contrepartie de 1 \$.

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville de Bromont a cautionné un emprunt de l'ordre de 44 999,96 \$ effectué par la Société d'agriculture du comté de Shefford.

b) Auto-assurance

La Ville de Bromont ne pratique pas l'auto-assurance.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

c) Poursuites

N/A

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

18. Redressement aux exercices antérieurs

Un redressement est présenté aux réalisations 2008 de l'administration municipale pour la variation des actifs financiers nets (dette nette) au montant de 51 598 \$ relativement à des paiements comptants provenant de citoyens en 2008.

Un redressement est présenté aux réalisations 2009 de l'administration municipale pour la variation des actifs financiers nets (dette nette) ainsi que le flux de trésorerie au montant de 5 590 \$ relativement à des paiements comptants provenant de citoyens en 2009 ainsi que la variation de la dette à long terme.

Un redressement est présenté pour l'exercice 2009 à l'état consolidé des résultats relativement à des paiements comptants provenant de citoyens en 2009, la variation de la dette à long terme ainsi qu'un montant pour des avantages sociaux futurs.

19. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

20. Rattachement à la MRC de Brome-Missisquoi

En vertu du décret 1258-2009 du 2 décembre 2009, la Ville de Bromont sera détaché du territoire de la MRC de la Haute-Yamaska et sera rattaché à celui de la MRC de Brome-Missisquoi au 1er janvier 2010, et ce à certaines conditions ayant un impact financier.

MRC de la Haute-Yamaska

La Ville de Bromont devra verser à la MRC de la Haute-Yamaska une compensation de base pendant quatre (4) ans à compter de 2010 des montants suivants : 2010 : 284 450 \$, 2011 : 199 115 \$, 2012 : 113 780 \$ et 2013 : 28 445 \$.

Elle versera également un montant additionnel de 31 805 \$ en 2010 à titre de compensation à l'égard de tous les frais payés par la MRC de la Haute-Yamaska pour donner suite au transfert de territoire, un montant de 10 000 \$ pour permettre à la MRC de la Haute-Yamaska d'adapter ses principaux documents en matière d'urbanisme ainsi qu'un montant de 5 000 \$ pour permettre à la MRC de la Haute-Yamaska d'apporter des modifications au réseau de fibres optiques.

La Ville de Bromont doit assumer sa quote-part des dépenses annuelles à la gestion de la Maison régionale du tourisme qui est estimé à 25 400 \$ en 2010 ainsi que sa quote-part des dépenses annuelles relatives au fonctionnement de la Corporation d'aménagement récréo-touristique de la Haute-Yamaska (CARTHY) qui est estimée à 35 960 en 2010.

La Ville de Bromont recevra de la part de la MRC Haute-Yamaska un montant correspondant à 12,88 % du surplus accumulé au 31 décembre 2009 relatif à la partie 1 du budget de la MRC de la Haute-Yamaska. De plus, la Ville recevra un montant correspondant à 12,88 % de l'investissement net au 31 décembre 2009 dans les éléments d'actif à long terme décrit au décret 1258-2009.

MRC de Brome-Missisquoi

La Ville de Bromont versera à la MRC de Brome-Missisquoi un montant équivalent à 16,84 % de la valeur des immobilisations de la MRC et du CLD de Brome-Missisquoi calculée au 31 décembre 2009.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Rattachement à la MRC de Brome-Missisquoi

Elle versera un montant équivalent à 16,84 % de la valeur des surplus accumulés de la MRC et du CLD de Brome-Missisquoi calculée au 31 décembre 2009.

De plus, la Ville de Bromont versera un montant de 12 630 \$ pour sa contribution à la Société locale d'investissement dans le développement de l'emploi (SOLIDE) de la MRC Brome-Missisquoi et un montant de 10 954 \$ afin de couvrir les frais nécessaires à la modification des instruments d'urbanisme et de développement régional.

Tout montant dû à la MRC Brome-Missisquoi par la Ville de Bromont est payé en cinq (5) versements annuels égaux et consécutifs, effectués le 1er juillet de chaque année. Le premier versement sera effectué le 1er juillet 2010, et les versements effectués en 2011, 2012, 2013 et 2014 portent intérêt au taux annuel de 2 % à compter du 1er juillet 2010.

21. Autres notes

La Ville de Bromont a souscrit en 2006 une marge de crédit au montant de 1 700 000\$ auprès de la Caisse Desjardins Granby-Haute-Yamaska pour assurer ses opérations courantes.

Le placement temporaire de la Ville de Bromont est composé de dépôts à terme portant intérêts à des taux variant de 0,53 % à 1,59 %, rachetable sur demande.

Les placements temporaires de la RARCE sont composés de dépôts à terme portant intérêts à des taux variant de 0,2 % à 0,6 % échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2010.

22. S.O.

23. S.O.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 074 663	1 185 239
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 1 298 506	697 357
Montant à pourvoir dans le futur	3 (25 148)	(71 840)
Financement des investissements en cours	4 176 310	1 532 064
Investissement net dans les éléments à long terme	5 35 832 120	32 247 771
	6 39 356 451	35 590 591

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté		
-	7	
- Réfection de la piste (RARCE)	8 66 667	66 667
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17	66 667
Réserves financières		
- Disposition des boues	18 551 152	348 353
-	19	
-	20	
-	21	
-	22	
-	23	
	24	551 152
Fonds réservés		
Fonds de roulement	25 76 228	249 612
Fonds parcs et terrains de jeux	26 35 802	18 984
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	27 220 788	
Société québécoise d'assainissement des eaux	28 1 604	1 119
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	29 346 261	12 622
Fonds d'amortissement	30	
Financement des activités de fonctionnement	31	
Autres		
- Ajustement	32 4	
-	33	
-	34	
-	35	
	36	680 687
	37	1 298 506
		282 337
		697 357

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	38	
Intérêts sur la dette à long terme	39	48 118
Élections	40	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	41	
Régimes non capitalisés	42	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	43	(22 970)
Régimes non capitalisés	44	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	45	
Autres		
-	46	
-	47	
	48	25 148
		71 840
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	49	1 189 796
Investissements à financer	50 (1 013 486) (
	51	80 997)
		1 532 064
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	52	68 139 402
Propriétés destinées à la revente	53	570
Prêts	54	68 347
Placements à titre d'investissement	55	80 556
Participations dans des entreprises municipales	56	
	57	68 288 305
		60 474 024
Éléments de passif		
Dette à long terme	58	32 626 394
Frais reportés liés à la dette à long terme	59	288 370
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	60 (458 579) (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	61 (512 567)
	62	32 456 185
		28 348 492
Dette en cours de refinancement et autres éléments	63	
	64	32 456 185
	65	35 832 120
		28 348 492
		32 247 771

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Bromont parraine un régime de retraite à prestations déterminés pour les policiers et policières syndiqués de la Ville de Bromont. Le régime est en vigueur depuis le 1er janvier 2008.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs	2009	2008
Actif (passif) au début de l'exercice	4 19 289	
Charge de l'exercice	5 (102 793)	(101 843)
Cotisations versées par l'employeur	6 106 474	101 843
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>22 970</u>	
 Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 1 087 463	788 285
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (1 031 130)	(792 923)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 56 333	(4 638)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>22 970</u>	<u>23 927</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 79 303	19 289
Provision pour moins-value	13 (56 333)	(19 289)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>22 970</u>	
 Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	788 285
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	(792 923)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	(4 638)
 Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 189 286	184 960
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 189 286	184 960
Cotisations salariales des employés	22 (106 474)	(101 843)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 82 812	83 117
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 957	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 (36 878)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29 56 333	19 289
Autres :		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>103 224</u>	<u>102 406</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 53 128	29 447
Rendement espéré des actifs	34 (53 559)	(30 010)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 (431)	(563)
Charge de l'exercice	36 <u>102 793</u>	<u>101 843</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 90 437	6 083
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (53 559)	(30 010)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 36 878	(23 927)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 4 207	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 1 087 463	788 285
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 24	25
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs

	2009	2008
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation

Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Charge de l'exercice		<u>2009</u>	<u>2008</u>
Cotisations de l'employeur	89	<u>261 864</u>	<u>253 479</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite collectif (RARCE)

La dépense de la RARCE correspond aux cotisations versées calculées aux taux de 5 % et de 7 % du salaire brut régulier des employés.

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>1 338</u>	<u>1 910</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>4 409</u>	<u>5 365</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	14 859	18 080
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>8 456</u>	<u>7 548</u>
98	<u>23 315</u>	<u>25 628</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2009

	Secteurs		Ensemble		Total	
Dettes à long terme (note 12)	1	1 714 779	20	31 199 985	39	32 914 764
Ajouter						
Activités d'investissement à financer	2		21	499 845	40	499 845
Activités de fonctionnement à financer	3		22		41	
Dettes en cours de refinancement	4		23		42	
Autres						
-	5		24		43	
-	6		25		44	
Déduire						
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme						
Excédent accumulé	7		26	1 604	45	1 604
Débiteurs	8		27	458 579	46	458 579
Autres montants	9		28		47	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	335 722	29	598 702	48	934 424
Autres déductions						
-Solde disp. règl. emprunt ferm	11		30	346 261	49	346 261
-	12		31		50	
Endettement net à long terme	13	1 379 057	32	30 294 684	51	31 673 741
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes						
Municipalité régionale de comté	14		33	205 488	52	205 488
Communauté métropolitaine	15		34		53	
Autres organismes	16		35		54	
	17		36	205 488	55	205 488
Endettement total net à long terme	18	1 379 057	37	30 500 172	56	31 879 229
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	19		38		57	

RENSEIGNEMENTS NON VÉRIFIÉS CONSOLIDÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	12 942 440	13 224 696	12 460 985
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	12 942 440	13 224 696	12 460 985
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 385 140	1 404 409	1 392 767
Égout	11	424 810	434 755	431 353
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	639 390	650 205	623 310
Autres				
-Vidange des fosses septiques	14	46 640	49 460	46 859
-	15			
-	16			
Service de la dette	17	100 230	100 790	134 296
Activités de fonctionnement	18			
Activités d'investissement	19			
	20	2 596 210	2 639 619	2 628 585
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	21			
Autres	22			
	23			
	24	2 596 210	2 639 619	2 628 585
	25	15 538 650	15 864 315	15 089 570

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	26			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	27			
Taxes d'affaires	28			
Compensations pour les terres publiques	29			
	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	55 250	57 606	56 262
	34	55 250	57 606	56 262
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	35			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	36			
Taxes d'affaires	37			
Biens culturels classés	38			
	39			
	40	55 250	57 606	56 262
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	55 250	57 606	56 262

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
TRANSFERTS				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	52			
Péréquation	53			
Réorganisation municipale	54			
Neutralité	55			
Diversification des revenus	56			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	57	101 000	100 088	85 202
Programme d'aide financière aux MRC	58			
Autres	59	44 510	44 513	44 513
	60	145 510	144 601	129 715
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS				
Administration générale	61		8 456	7 548
Sécurité publique				
Police	62			
Sécurité incendie	63			
Sécurité civile	64			
Autres	65			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	66	5 240	1 288 545	1 928 716
Enlèvement de la neige	67			
Autres	68	2 466 340		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	69			
Transport adapté	70			
Transport scolaire	71			
Autres	72			
Transport aérien	73			
Transport par eau	74			
Autres	75			16 700
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	76		270 863	171 466
Réseau de distribution de l'eau potable	77	291 494		342 934
Traitement des eaux usées	78		20 631	
Réseaux d'égout	79	800 000		
Matières résiduelles	80		41 886	71 156
Cours d'eau	81			
Protection de l'environnement	82			
Autres	83	22 500	46 217	
Santé et bien-être				
Logement social	84			
Sécurité du revenu	85			
Autres	86			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	87			
Rénovation urbaine	88			
Promotion et développement économique	89			
Autres	90			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	91	6 360	29 442	178 639
Activités culturelles				
Bibliothèques	92	81 900	96 618	76 020
Autres	93			
Réseau d'électricité	94			
	95	3 673 834	1 802 658	2 793 179
	96	3 819 344	1 947 259	2 922 894

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Évaluation	97			
Autres	98			
	99			
Sécurité publique				
Police	100			
Sécurité incendie	101	310 740	316 721	316 721
Sécurité civile	102			
Autres	103			
	104	310 740	316 721	316 721
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	105			
Enlèvement de la neige	106			
Autres	107			
Transport collectif	108			
Autres	109			
	110			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	111			
Réseau de distribution de l'eau potable	112			
Traitement des eaux usées	113			
Réseaux d'égout	114			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques	115			
Matières secondaires	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			
	121			
Santé et bien-être				
Logement social	122			
Autres	123			
	124			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	125			
Rénovation urbaine	126			
Promotion et développement économique	127			
Autres	128			
	129			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	130	20 000	23 080	23 080
Activités culturelles				
Bibliothèques	131			
Autres	132			
	133	20 000	23 080	23 080
Réseau d'électricité	134			
	135	330 740	339 801	339 801

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	136	15 140	93 903	37 506
Sécurité publique	137	88 150	124 416	39 301
Transport				
Réseau routier	138	41 340	41 626	44 761
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	139			
Transport adapté	140			
Transport scolaire	141			
Autres	142			
Autres	143		143 866	196 233
Hygiène du milieu	144	12 000	26 993	13 213
Santé et bien-être	145			
Aménagement, urbanisme et développement	146	59 310	126 837	135 576
Loisirs et culture	147	318 650	338 491	285 279
Réseau d'électricité	148			
	149	534 590	752 266	751 869
TOTAL DES SERVICES RENDUS	150	865 330	1 092 067	1 106 440
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	151	98 260	138 833	126 330
Droits de mutation immobilière	152	800 000	828 129	795 971
Droits sur les carrières et sablières	153		220 788	220 788
Autres	154		16 979	4 312
	155	898 260	1 204 729	926 613
AMENDES ET PÉNALITÉS	156	312 000	538 293	495 508
INTÉRÊTS	157	160 000	140 294	218 082
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	158		(30 936)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	159			
Gain (perte) sur cession de placements	160			
Contributions des promoteurs	161	20 160		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	162			
Contributions des organismes municipaux	163		12 718	23 432
Autres	164		95 945	156 259
	165	20 160	77 727	156 259

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2009	Réalizations 2009		Total	Réalizations 2009	Réalizations 2008
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	237 840	241 574		241 574	241 574	291 478
Application de la loi	2	90 500	177 302		177 302	177 302	138 693
Gestion financière et administrative	3	716 660	729 777	47 273	777 050	777 050	747 404
Greffe	4	362 550	337 087	100	337 187	337 187	308 595
Évaluation	5	213 610	174 643		174 643	174 643	211 280
Gestion du personnel	6	127 580	157 494		157 494	157 494	150 688
Autres	7	285 580	294 240	29 765	324 005	326 325	330 979
	8	2 034 320	2 112 117	77 138	2 189 255	2 191 575	2 179 117
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	2 619 050	2 600 638	119 820	2 720 458	2 720 458	2 474 324
Sécurité incendie	10	789 200	732 344	140 920	873 264	873 264	908 469
Sécurité civile	11	1 580	3 604	1 386	4 990	4 990	1 509
Autres	12	13 900	17 849		17 849	17 849	12 234
	13	3 423 730	3 354 435	262 126	3 616 561	3 616 561	3 396 536
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 013 250	1 048 065	1 380 535	2 428 600	2 428 600	2 326 610
Enlèvement de la neige	15	879 330	902 370	29 852	932 222	932 222	994 599
Éclairage des rues	16	66 300	144 871	5 055	149 926	149 926	70 943
Circulation et stationnement	17	104 890	105 675		105 675	105 675	109 873
Transport collectif							
Transport en commun	18	20 270	27 795		27 795	27 795	4 712
Transport aérien	19	96 000	96 000		96 000	312 991	339 761
Transport par eau	20						
Autres	21	247 660	260 974	300	261 274	261 274	252 019
	22	2 427 700	2 585 750	1 415 742	4 001 492	4 218 483	4 098 517

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2009	Réalizations 2009		Total	Réalizations 2009	Réalizations 2008
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	755 500	814 820	346 463	1 161 283	1 081 388
Réseau de distribution de l'eau potable	24	260 720	195 129	119 058	314 187	362 981
Traitement des eaux usées	25	247 420	213 308	3 995	217 303	219 534
Réseaux d'égout	26	219 760	223 043	8 819	231 862	211 892
Matières résiduelles						
Déchets domestiques						
Cueillette et transport	27	614 190	276 836		276 836	314 365
Élimination	28		189 750		189 750	149 370
Matières secondaires						
Cueillette et transport	29		170 112		170 112	144 381
Traitement	30					37 106
Élimination des matériaux secs	31					
Plan de gestion	32		26 338		26 338	26 338
Cours d'eau	33	7 500	14 767	2 282	17 049	20 753
Protection de l'environnement	34	33 960	44 808		44 808	131 911
Autres	35	94 550	16 373	604	16 977	93 892
	36	2 233 600	2 185 284	481 221	2 666 505	2 767 573
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	37	60 020	62 001		62 001	26 915
Sécurité du revenu	38					
Autres	39					
	40	60 020	62 001		62 001	26 915
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	41	768 630	727 959	12 438	740 397	789 308
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	42					
Autres biens	43					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	44	300 340	304 027		304 027	459 081
Tourisme	45	218 280	308 953	6 206	315 159	296 868
Autres	46	68 870	68 867		68 867	67 263
Autres	47	59 880	58 919	11 122	70 041	56 999
	48	1 416 000	1 468 725	29 766	1 498 491	1 669 519

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2009	Réalizations 2009			Réalizations 2009	Réalizations 2008	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	49	326 730	319 939	8 096	328 035	328 035	370 028
Patinoires intérieures et extérieures	50	519 920	528 741	122 754	651 495	651 495	639 182
Piscines, plages et ports de plaisance	51	12 670	12 676		12 676	12 676	5 630
Parcs et terrains de jeux	52	357 360	315 594	30 982	346 576	346 576	357 246
Parcs régionaux	53						
Expositions et foires	54						
Autres	55	26 340	26 451	9 475	35 926	35 926	32 724
	56	1 243 020	1 203 401	171 307	1 374 708	1 374 708	1 404 810
Activités culturelles							
Centres communautaires	57						
Bibliothèques	58	289 250	246 417	49 370	295 787	295 787	329 069
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	59						
Autres ressources du patrimoine	60						
Autres	61	168 670	198 525	13 119	211 644	211 644	220 128
	62	457 920	444 942	62 489	507 431	507 431	549 197
	63	1 700 940	1 648 343	233 796	1 882 139	1 882 139	1 954 007
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	64						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	65	1 183 490	1 104 879		1 104 879	1 104 879	1 007 910
Autres frais	66	103 710	99 489		99 489	99 489	83 174
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	67						
Autres	68	4 500	53 050		53 050	53 259	73 505
	69	1 291 700	1 257 418		1 257 418	1 257 627	1 164 589
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	70	2 746 910	2 499 789	(2 499 789)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel vérifié	
Rapport du vérificateur externe ou général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes	32
Revenus admissibles	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non vérifiés	
Consolidés	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Non consolidés	
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité Eau et égout	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2011	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE OU GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 108.2 de la Loi sur les cités et villes, nous avons procédé à une vérification visant à déterminer si le taux global de taxation de la Ville de Bromont de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 est établi conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale. La responsabilité du respect de ces exigences légales et réglementaires incombe à la direction de la Ville. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le respect de ces exigences légales et réglementaires en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable quant au respect, par la municipalité, des dispositions légales et réglementaires mentionnées ci-dessus. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui du respect des exigences légales et réglementaires en cause. Elle comprend également une appréciation du respect général de ces exigences légales et réglementaires ainsi que l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, le taux global de taxation de la Ville de Bromont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 est établi, à tous les égards importants, conformément aux dispositions législatives précitées.

(1) Comptable agréé auditeur permis no 10238

LIEU Sherbrooke

DATE 2010-05-05

Dernière modification : 2010-05-17 11:48:47

Réservé au ministère

39 356 451	3 737 564	12 304 615	1,1512
------------	-----------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>15 964 733</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) (LFM)	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	100 418
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>100 418</u>
Revenus de taxes	11	<u>15 864 315</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	15 864 315
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>15 864 315</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		3 559 700	7	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			8	<u> </u>
			9	<u>3 559 700</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			10	<u>12 304 615</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2009 ²	1	<u>1 049 530 300</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2009 ²	2	<u>1 088 176 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 068 853 300</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>12 304 615</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 068 853 300</u>
Taux global de taxation réel de 2009	6	1 , 1 5 1 2 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2009 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2009 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON VÉRIFIÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	1 600 000	532 358	532 358	221 504
Usines de traitement de l'eau potable	2		136 250	136 250	212 898
Usines et bassins d'épuration	3		49 375	49 375	172 743
Conduites d'égout	4	87 500			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 740 000	8 264 728	8 275 442	4 940 845
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Système d'éclairage des rues	8		5 020	5 020	7 447
Aires de stationnement	9				49 845
Parcs et terrains de jeux	10	226 639	129 328	129 328	321 315
Autres infrastructures	11		3 344	3 344	39 501
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	380 500	136 191	144 483	140 946
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 815 000	356 976	356 976	162 270
Améliorations locatives	15			38 152	33 226
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	222 420	197 370	205 414	366 314
Ameublement et équipement de bureau	18	41 115	36 723	42 012	56 123
Machinerie, outillage et équipement divers	19	110 700	381 877	382 341	199 475
Terrains	20		500	500	17 738
Autres	21				
	22	10 223 874	10 230 040	10 300 995	6 942 190

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		531 212	531 212	146 263
Usines de traitement de l'eau potable	24		136 250	136 250	212 898
Usines et bassins d'épuration	25		49 375	49 375	172 743
Conduites d'égout	26				
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	27		1 146	1 146	75 241
Usines de traitement de l'eau potable	28				
Usines et bassins d'épuration	29				
Conduites d'égout	30				

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

		Solde au 1 ^{er} janvier		Ajouter		Déduire		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	28 837 200	22	8 126 000	43	4 070 300	64	32 892 900
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		23		44		65	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	14 223	24		45	1 989	66	12 234
Organismes municipaux	4	9 636	25	1 677	46	1 683	67	9 630
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		26		47		68	
Autres	6		27		48		69	
	7	28 861 059	28	8 127 677	49	4 073 972	70	32 914 764
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		29		50		71	
Réserves financières et fonds réservés	9	1 119	30	485	51		72	1 604
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres								
	10	979 647	31	824 945	52	89 813	73	1 714 779
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres								
	11	27 367 726	32	7 302 732	53	3 930 656	74	30 739 802
De la municipalité (Société de transport en commun)								
	12		33		54		75	
	13	28 348 492	34	8 128 162	55	4 020 469	76	32 456 185
Par les tiers								
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises								
	14	512 567	35		56	53 988	77	458 579
Organismes municipaux								
	15		36		57		78	
Autres tiers								
	16		37		58		79	
Autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme								
	17		38		59		80	
	18	512 567	39		60	53 988	81	458 579
	19	28 861 059	40	8 128 162	61	4 074 457	82	32 914 764
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Dette en cours de refinancement								
	20		41		62		83	
	21	28 861 059	42	8 128 162	63	4 074 457	84	32 914 764

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
Administration générale					
Application de la loi	1				17 467
Évaluation	2				153 245
Autres	3	77 820	88 643	88 643	76 722
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	1 580	16	16	1 544
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	20 270	27 795	27 795	8 772
Autres	10	96 000	96 000		4 712
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	35 910	55 248	55 248	35 690
Matières résiduelles	12	609 280	646 189	646 189	51 021
Cours d'eau	13		14 243	14 243	18 067
Protection de l'environnement	14				15 322
Autres	15	94 550			
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	14 020	22 432	22 432	13 817
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	64 410	97 975	97 975	142 081
Autres	21	22 060			
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	16 340	16 451	16 451	22 758
Activités culturelles	23	4 080	2 101	2 101	4 011
Réseau d'électricité					
	24				
	25	1 056 320	1 067 093	971 093	565 229

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Effectifs personnes/ année ¹		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	17,00	11	33,75	18	1 114 581	28	243 308	38	1 357 889
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3	33,00	13	37	20	1 766 383	30	377 931	40	2 144 314
Cols bleus	4	24,00	14	40	21	1 187 319	31	263 282	41	1 450 601
Policiers	5	19,00	15	37,8	22	1 524 903	32	306 898	42	1 831 801
Pompiers	6	4,00	16	40	23	207 557	33	20 278	43	227 835
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
	8	97,00			25	5 800 743	35	1 211 697	45	7 012 440
Élus	9	7,00			26	148 224	36	33 634	46	181 858
	10	104,00			27	5 948 967	37	1 245 331	47	7 194 298

1. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ EAU ET ÉGOUT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Revenus de transfert						Total
	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada				
	Fonctionnement	Investissement					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	79 092	56	191 771	60	270 863
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53		57		61	
Traitement des eaux usées	50	54	6 024	58	14 607	62	20 631
Réseaux d'égout	51	55		59		63	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Évaluation	1	174 643	26		51	174 643	76		101	174 643	126	
Autres	2	1 937 474	27	77 138	52	2 014 612	77	93 903	102	1 920 709	127	16 538
	3	2 112 117	28	77 138	53	2 189 255	78	93 903	103	2 095 352	128	16 538
Sécurité publique												
Police	4	2 600 638	29	119 820	54	2 720 458	79	82 188	104	2 638 270	129	30 336
Sécurité incendie	5	732 344	30	140 920	55	873 264	80	358 949	105	514 315	130	54 692
Sécurité civile	6	3 604	31	1 386	56	4 990	81		106	4 990	131	
Autres	7	17 849	32		57	17 849	82		107	17 849	132	
	8	3 354 435	33	262 126	58	3 616 561	83	441 137	108	3 175 424	133	85 028
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	9	1 048 065	34	1 380 535	59	2 428 600	84	41 626	109	2 386 974	134	593 580
Enlèvement de la neige	10	902 370	35	29 852	60	932 222	85		110	932 222	135	8 147
Autres	11	250 546	36	5 055	61	255 601	86		111	255 601	136	25 900
Transport collectif	12	123 795	37		62	123 795	87		112	123 795	137	
Autres	13	260 974	38	300	63	261 274	88		113	261 274	138	
	14	2 585 750	39	1 415 742	64	4 001 492	89	41 626	114	3 959 866	139	627 627
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	15	814 820	40	346 463	65	1 161 283	90		115	1 161 283	140	58 492
Traitement des eaux usées	16	195 129	41	119 058	66	314 187	91	8 500	116	305 687	141	148 745
Réseaux d'égout	17	213 308	42	3 995	67	217 303	92		117	217 303	142	35 875
Autres	18	223 043	43	8 819	68	231 862	93		118	231 862	143	33 727
Matières résiduelles												
Déchets domestiques	19	466 586	44		69	466 586	94		119	466 586	144	
Matières secondaires	20	170 112	45		70	170 112	95	18 493	120	151 619	145	
Autres	21	26 338	46		71	26 338	96		121	26 338	146	
Cours d'eau	22	14 767	47	2 282	72	17 049	97		122	17 049	147	
Protection de l'environnement	23	44 808	48		73	44 808	98		123	44 808	148	
Autres	24	16 373	49	604	74	16 977	99		124	16 977	149	
	25	2 185 284	50	481 221	75	2 666 505	100	26 993	125	2 639 512	150	276 839

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	151 62 001	166	181	62 001	196	211	62 001	226		
Sécurité du revenu	152	167	182		197	212		227		
Autres	153	168	183		198	213		228		
	154 62 001	169	184	62 001	199	214	62 001	229		
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	155 727 959	170	185 12 438	740 397	200	215 9 327	731 070	230	131 197	
Rénovation urbaine	156	171	186		201	216		231		
Promotion et développement économique	157 681 847	172	187 6 206	688 053	202	217 117 510	570 543	232		
Autres	158 58 919	173	188 11 122	70 041	203	218	70 041	233		
	159 1 468 725	174	189 29 766	1 498 491	204	219 126 837	1 371 654	234	131 197	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	160 1 203 401	175	190 171 307	1 374 708	205	220 338 340	1 036 368	235	32 821	
Activités culturelles										
Bibliothèques	161 246 417	176	191 49 370	295 787	206	221 864	294 923	236	77 194	
Autres	162 198 525	177	192 13 119	211 644	207	222 22 367	189 277	237	10 174	
	163 1 648 343	178	193 233 796	1 882 139	208	223 361 571	1 520 568	238	120 189	
Réseau d'électricité	164	179	194		209	224		239		
	165 13 416 655	180	195 2 499 789	15 916 444	210	225 1 092 067	14 824 377	240	1 257 418	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	10 230 040	6 844 563
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	10 230 040	6 844 563

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 110 730	1 291 842
Redressement aux exercices antérieurs	2	1	19 033
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 110 731	1 310 875
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 273 465	633 834
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(311 076)	(459 207)
Activités d'investissement	6	(74 540)	(374 772)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7		
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	887 849	(200 145)
Solde à la fin de l'exercice	11	1 998 580	1 110 730
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	630 691	689 224
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	630 691	689 224
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	723 321	405 354
Activités d'investissement	16	(635 814)	(463 887)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17		
Financement des investissements en cours	18	513 641	
	19	601 148	(58 533)
Solde à la fin de l'exercice	20	1 231 839	630 691
Montant à pourvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	21	(71 840)	(96 592)
Redressement aux exercices antérieurs	22	19 289	
Solde redressé au début de l'exercice	23	(52 551)	(96 592)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	24	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	25	(3 681)	()
Régimes non capitalisés	26	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
	27	()	()
Autres	28	()	()
	29	(3 681)	()
Diminution de l'exercice	30	23 722	24 752
	31	27 403	24 752
Solde à la fin de l'exercice	32	(25 148)	(71 840)

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

		2009	2008
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	33	1 532 064	(1 314 975)
Redressement aux exercices antérieurs	34		
Solde redressé au début de l'exercice	35	1 532 064	(1 314 975)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	36	(842 113)	2 847 039
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	37		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	(513 641)	
	40	(1 355 754)	2 847 039
Solde à la fin de l'exercice	41	176 310	1 532 064
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	42	30 640 605	29 471 299
Redressement aux exercices antérieurs	43		
Solde redressé au début de l'exercice	44	30 640 605	29 471 299
Variation de l'exercice	45	3 596 786	1 169 306
Solde à la fin de l'exercice	46	34 237 391	30 640 605

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 12 622	2	3	4 513 573	5	6 180 000	7 346 195
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 12 622	16	17	18 513 573	19	20 180 000	21 346 195

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	2009		2008
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Taxes sur la valeur foncière**Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] [] [] , [] [] [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[] [] [] 0 , [] 8 [] 9 [] 0 [] 0 [] 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[] [] [] 0 , [] 8 [] 9 [] 0 [] 0 [] 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[] [] [] 2 , [] 1 [] 9 [] 0 [] 0 [] 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[] [] [] 2 , [] 5 [] 9 [] 0 [] 0 [] 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[] [] [] 1 , [] 6 [] 9 [] 0 [] 0 [] 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] [] [] 0 , [] 8 [] 9 [] 0 [] 0 [] 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] [] [] [] , [] [] [] [] [] [] [] \$

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

Eau	1	2 2 6	, 0 0 \$
Égout	2	5 5	, 0 0 \$
Eau et égout	3		, \$
Traitement des eaux usées	4		, \$
Matières résiduelles	5	1 6 8	, 0 0 \$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règl 725-92-03 dette amélioration locale	,7457	2	
Règl 725-92-04 dette amélioration locale	,1299	2	
Règl 908-2005 Station de pompage	11,9273	7	unité équivalente
Eau au compteur (- de 80 000 m.c.)	,7400	7	mètre cube
Eau au compteur (+ de 80 000 m.c.)	,7900	7	mètre cube
Eaux usées - commerces (+ de 450 m.c.)	,1200	7	mètre cube
Eaux usées - industries (+ de 450 m.c.)	,3360	7	mètre cube
Terrain de golf	26 009,0000	7	hectare

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2009	7	100 417 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2009 des engagements en vertu du règlement concerné	8	60 000 \$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	\$	
b) autres formes d'aide	12	\$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2009 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	107 607 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	3 000	20 <input type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 88, boulevard de Bromont
(no) (rue)
Bromont J2L 1A1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 534-2021
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 534-1025
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@bromont.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Richard Joyal

Téléphone (450) 534-2021
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 534-1025
(ind. rég.) (numéro)

Courriel richard.joyal@bromont.com

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom Samson Bélair / Deloitte & Touche

Titre Comptables agréés

Adresse 2727, rue King Ouest, bureau 300
(no) (rue)
Sherbrooke J1L 1C2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 823-1616
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 564-8078
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ndomingue@deloitte.ca

Responsable du dossier Normand Domingue

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2011

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2009

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2011 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification : 2010-05-17 11:48:47

Réservé au ministère

39 356 451	3 737 564	12 304 615	1,1512
------------	-----------	------------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé de
 (Nom)
Bromont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 3 737 564 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 12 304 615 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification : 2010-05-17 11:48:47

Réservé au ministère

39 356 451	3 737 564	12 304 615	1,1512
------------	-----------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2009 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport du vérificateur externe sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport du vérificateur externe ou général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2011 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)